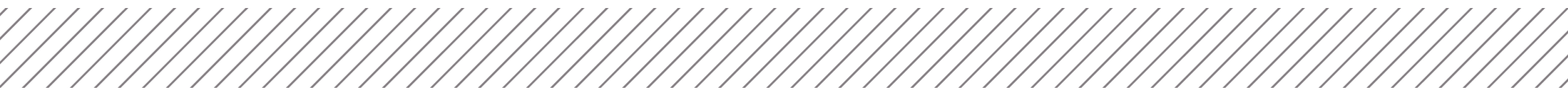


LES
inspirations

ÉCO • AFRIQUE



Ebola

**L'économie
sera-t-elle
épargnée ?**

ZOOM

Maroc-Guinée : Le business avant tout P. 20

ANALYSE DE LA SEMAINE

Investissement : La BAD ne chôme pas en Afrique du Nord P. 22-23

INTERVIEW

Heerun Ghurburrin : Le continent a choisi la bonne voie P. 25

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

Namibie, la croissance lève le pied P. 26



BILLET

Safall Fall
s.fall@leseco.ma

Épilogue transitoire

Une page se tourne, mais l'aventure africaine n'est pas près de se terminer. Elle se conte et continuera à se raconter, tant le monde est en quête de nouvelles références, de nouveaux souffles et d'un perpétuel renouveau. Dans un contexte où l'avenir de ce monde est au Sud, le royaume se cherche encore une place de choix, un positionnement optimal. La dernière décennie a été caractérisée par une manifestation concrète de cette nouvelle volonté stratégique du royaume de se rapprocher davantage de ses partenaires économiques subsahariens. Cette volonté, même royale, n'est évidemment pas tombée du ciel. La morosité de la conjoncture internationale, en l'occurrence celle prévalant en zone UE, y est évidemment pour beaucoup. Le royaume se devait de trouver un territoire «exutoire» pour soutenir sa croissance et sa forte dynamique économique. Il n'y avait pas trop de choix. Aujourd'hui, cette ouverture économique volontariste se joue désormais sur deux principales dimensions: diplomatique et économique. Les tournées répétées du roi Mohammed VI auprès de ses pairs, chefs d'État subsahariens, illustrent bien le premier volet. Sur le second aspect, toutefois, si de nombreux acquis sont à mettre à l'actif des nombreuses missions d'affaires menées par le privé marocain en quête d'opportunités dans ces pays, plusieurs challenges doivent encore être relevés. Le premier est de développer des connexions logistiques et de transport avec les économies du reste du continent. Aucune intégration n'est possible sans une libre circulation des personnes et des biens. ●

Société Générale relève ses ambitions

Le groupe bancaire français, présent dans une dizaine de pays dans le continent, a annoncé ses ambitions d'augmenter de 7% les revenus annuels de ses activités en Afrique à l'horizon 2016. L'enseigne veut ainsi profiter de l'émergence de plus en plus évidente d'une classe moyenne africaine et profiter de la croissance de la consommation interne dans les économies où l'enseigne est implantée. «Tous les experts pensent que ce continent recèle le plus gros potentiel de croissance sur les trente à quarante prochaines années», a déclaré Frédéric Oudéa, PDG du groupe, cité par le site d'informations Ecofin. «C'est la seule région au monde où la démographie augmente. Le continent peut aussi compter sur ses matières premières, sur le développement de la classe moyenne et sur l'accès direct aux nouvelles technologies», a-t-il ajouté.

Diamond Trust Bank élargit ses horizons

La banque kenyane Diamond Trust Bank envisage de s'implanter dans cinq nouveaux pays africains pour tenter de compenser la baisse de ses marges sur son marché domestique hautement concurrentiel, selon l'agence Bloomberg. «Nous comptons nous implanter à Madagascar, en République Démocratique du Congo et au Soudan du Sud d'ici 2017», a déclaré le président du conseil d'administration de la banque, Abdul Samji, dans un entretien accordé à Bloomberg. Diamond Trust a annoncé en juillet dernier avoir levé 3,63 milliards de shillings (41 millions de dollars) dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux actionnaires existants.



RAM... africaine, pour le meilleur et le pire !

Au moment où plusieurs compagnies aériennes ont suspendu leurs dessertes des capitales affectées par l'épidémie du virus Ebola, Royal Air Maroc maintient toujours ses vols à destination du continent, en l'occurrence vers les pays touchés par l'épidémie. Selon la direction de la compagnie, cette décision a été prise dans le cadre de la politique de solidarité fraternelle qui lie le Maroc aux pays subsahariens.

L'Afrique du Sud se met aux «sukuks»

Le géant des finances et de l'économie africaines vient de rendre publique son intention de lancer sa première opération de sukuk d'un montant de 500 millions de dollars au moins, selon l'agence Reuters qui cite des sources officielles. «L'Afrique du Sud cherche à émettre un sukuk de taille benchmark, dont la maturité sera identique à celles des opérations similaires sur le marché», a commenté, pour Reuters, Tshepiso Moahloli, directeur de l'émission et de la gestion de la dette au ministère des Finances. La taille benchmark est un terme généralement réservé à des émissions d'obligations islamiques d'au moins 500 millions de dollars. La maturité la plus courante pour les grandes opérations d'émission de sukuk est de cinq ans.

Aérien, le Ghana choisit PwC

Le gouvernement ghanéen a choisi le cabinet britannique de conseil et d'audit PricewaterhouseCoopers LLP pour le conseiller sur le lancement d'une compagnie aérienne publique, rapporte l'agence Bloomberg, citant des sources officielles. «PricewaterhouseCoopers LLP va nous conseiller en ce qui concerne la création d'une nouvelle compagnie aérienne et le choix d'un partenaire du secteur privé dans ce cadre», a déclaré la ministre ghanéenne des Transports, Dzifa Attivor (photo), dans un entretien accordé à Bloomberg le 18 août, en marge d'une conférence tenue par l'Association internationale du transport aérien (IATA) à Johannesburg. Le gouvernement souhaite disposer d'une nouvelle compagnie aérienne dans les plus courts délais.

AGENDA

2^e Forum ministériel STI en Afrique (Rabat, du 14 au 17 octobre)

La Banque africaine de développement (BAD) et ses partenaires organisent la deuxième édition du Forum ministériel sur la science, la technologie et l'innovation (STI) en Afrique, qui se déroulera du 14 au 17 octobre 2014 à Rabat, au sein de l'Académie Hassan II des sciences et techniques. Placé sous l'égide du gouvernement marocain et co-organisé par la BAD et le gouvernement finlandais, ce forum sera composé d'un pré-forum (14 octobre), de deux journées techniques (15-16 octobre) et d'un forum ministériel (17 octobre).

9^e Conférence économique africaine (Abidjan, du 1^{er} au 3 novembre)



Cette 9^e Conférence sera placée sous la thématique «Savoir et innovation pour la transformation de l'Afrique». Ce sera l'occasion pour les intervenants d'explorer les approches et cadres qui existent en Afrique en matière de production de savoir, ainsi que l'efficacité des institutions africaines dédiées au savoir et à l'innovation à développer les compétences, les technologies et les capacités d'innovation dont le continent a besoin.

Maroc-Guinée

Le business avant tout

● Quelques mois après la signature d'une vingtaine d'accords commerciaux et d'investissements, les patronats des deux pays se retrouvent à Casablanca pour passer au concret. La CGEM veut faire de la Guinée une de ses destinations d'affaires privilégiées dans la région.



AGRICULTURE, TRANSPORT, TOURISME... LES SECTEURS DE COLLABORATION.

Après que la diplomatie économique ait balisé le terrain, les secteurs privés des deux économies partenaires prennent le relais. Un forum économique de haut niveau regroupera dans quelques jours, pour une première édition, le gotha du business des deux pays - le 9 septembre prochain plus précisément - pour se pencher sur les nouveaux défis de leurs relations commerciales et d'investissement. Organisée par la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), la thématique choisie se veut chargée d'enjeux : «*Cap Guinée : une économie à construire, des opportunités à saisir*». Ces opportu-

nités, elles se présentaient déjà très bien en mars dernier, en marge de l'étape guinéenne de la tournée royale dans la région subsaharienne. Une vingtaine d'accords et de conventions ont été signés lors de la rencontre entre les opérateurs économiques des deux pays, un chiffre record qui donne déjà une idée sur l'intérêt du cap pris par la CGEM vers les marchés du Sud du Sahara. Ces partenariats touchent à plusieurs secteurs d'activités, allant de la pêche, à l'agriculture, en passant par le commerce, le tourisme, l'urbanisme, l'hydraulique, l'immobilier l'énergie et les mines. Le prochain forum de Casablanca sera ainsi l'occasion de repasser en revue

ces accords dans l'optique d'aller vers des concrétisations de réels projets de partenariat. «*Cette manifestation verra la participation d'une importante délégation comptant plusieurs ministres guinéens, hauts commis de l'État, ainsi qu'une centaine d'opérateurs économiques de la Guinée*», apprend-on déjà auprès de la CGEM. Dans un communiqué, le patronat parle de la réalisation de «*projets concrets d'investissement*» en Guinée, ainsi que plusieurs rencontres B to B et des ateliers sectoriels, tels : l'agriculture, la pêche et l'élevage, les transports et infrastructures, l'immobilier et l'aménagement du territoire, l'eau, l'énergie et les mines, le commerce, l'industrie et

l'industrie pharmaceutique, le tourisme et l'artisanat. Tout y est.

Échangés

La Guinée demeure l'un des principaux partenaires commerciaux du Maroc en région subsaharienne. Avec une balance commerciale naturellement en faveur du royaume, les exportations marocaines ont progressé de 24% en 2013, en comparaison avec l'année précédente, soit une valeur

Le rendez-vous Maroc-Guinée est prévu le 9 septembre à Casablanca.

cumulée de 930 millions de dirhams. Dans le sens inverse des échanges, le Maroc reste parmi les principaux clients de la Guinée, même si ses importations en provenance de ce pays d'Afrique de l'Ouest ont largement baissé (-43%) sur les mêmes périodes comparées. La Guinée reste également l'une des économies les plus dynamiques de la région, en dépit de nombreuses disparités socio-économiques. Le taux de croissance du pays est passé de 3,9% en 2012 à 5% en 2014, selon les estimations de la Banque mondiale. Ses principaux points forts restent un important potentiel minier, caractérisé par d'importantes réserves de bauxite, de fer, d'or et de diamant, encore peu exploitées, doublé d'un important potentiel hydroélectrique. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

ANALYSE DE LA SEMAINE

Investissement

La BAD ne chôme pas en Afrique du Nord

● 6,97 milliards de dollars US, c'est le montant cumulé des opérations engagées par la BAD en Afrique du Nord. En décembre 2013, l'institution financière panafricaine présente un cumul de 100 opérations approuvées et en cours d'exécution, «financées par des prêts et des dons». La banque prépare, pour fin 2014, un document de sa stratégie d'assistance pour l'intégration régionale (DASIR).



Avec plus de 18% du capital souscrit de la Banque africaine de développement (BAD), l'Afrique du Nord reste, en 2013, l'une des principales régions bénéficiant des interventions financières de l'institution panafricaine. Dans un rapport rendu public en milieu de semaine dernière, la BAD revient largement sur ses opérations dans cette région aux multiples défis, du socio-économique au challenge politique de la stabilité, au lendemain du printemps arabe. En décembre 2013, l'institution financière présente un cumul de 100 opérations approuvées et en cours d'exécution, «financées par des prêts et des dons pour un montant total de 4,5 milliards d'UC (Unité comptable, soit 6,97 milliards de dollars US), ce qui témoigne de la vigueur de ce portefeuille», selon les auteurs du rapport (Fiches pays page suivante). Ces fonds ont été majoritairement investis dans des secteurs à enjeux pour le développement économique des économies de la région. Il s'agit, en l'occurrence, de l'énergie, des transports et de l'eau. «Dans une grande mesure, cela reflète le taux de croissance et l'état de déve-

veloppement des pays de cette région», expliquent les auteurs du rapport. Face à une demande d'énergie exponentielle, évoluant au même rythme que les besoins des ménages et du secteur privé (industrie, agriculture, tourisme et transport), la banque ainsi accentué ses interventions dans les économies de la région. «Au fur et à mesure de l'intégration des pays nord-africains dans l'économie mondiale, ils feront face à une concurrence plus grande et auront de plus en plus besoin de se connecter au reste du monde», poursuit-t-on dans le rapport de la BAD. Ces interventions sont accompagnées d'une assistance technique et des études économiques et sectorielles, une façon

pour la banque de véhiculer aussi son savoir. Depuis le début des interventions de la BAD dans la région, le portefeuille actuel des projets d'assistance technique et d'études économiques et sectorielles englobe 55 opérations d'un montant total d'environ 37 millions d'UC (57,3 millions de dollars US).

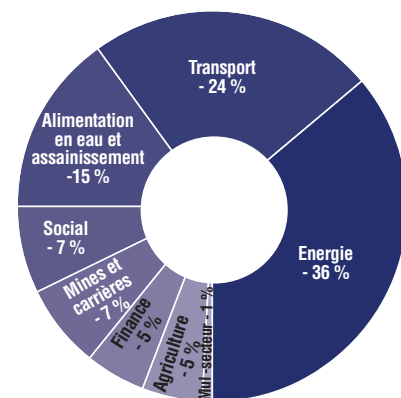
Intégration

La BAD ne se limite pas uniquement à cet accompagnement financier. En 2013, elle s'est engagée dans un chantier titanesque : celui de faire de l'intégration régionale maghrébine, une réalité. Une stratégie dédiée est déjà en cours de conception. La banque, en concertation avec les autorités des différentes économies de la région, est en effet en train de travailler sur un «document de stratégie d'assistance de la banque pour l'intégration régionale (DASIR)», remis sur la table des négociations au cours du dernier trimestre de l'année 2013. L'objectif est évident : contribuer aux efforts des six pays de la région, pour relever les défis en matière de création intégrée de richesses et d'emplois. Le DASIR devrait être soumis à l'approbation du Conseil d'administration de la BAD avant la fin de cette année. Par ailleurs, le

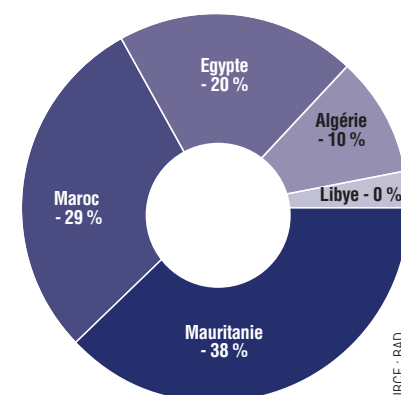
Le Maroc en tête

18,49 milliards d'UC (28,6 milliards de dollars US), c'est le montant global des opérations de financement engagées par la BAD dans la région nord africaine, sous forme de prêts et dons aux secteurs public et privé. Cela correspond à près de 30% des approbations cumulées de prêts et de dons de la banque pour tous les pays africains. Le Maroc demeure le pays le plus financé par la BAD avec un cumul de 7 milliards d'UC. Le royaume est talonné par la Tunisie avec un montant de 5,383 milliards d'UC, suivi par l'Égypte avec 3,761 milliards d'UC, et l'Algérie avec 1,891 milliard d'UC. La Mauritanie et la Libye sont les derniers de la liste des engagements financés par la BAD dans la région, avec respectivement 508,6 millions d'UC et 0,6 million d'UC.

PORTEFEUILLE ACTUEL EN AFRIQUE DU NORD, PAR SECTEUR

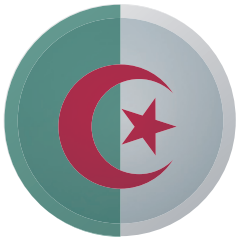


PRÊTS ET DONS CUMULÉS PAR PAYS DU GROUPE DE LA BANQUE EN AFRIQUE DU NORD (1968-2013)



soutien à l'intégration concerne aussi les appuis apportés par la banque aux institutions régionales. La banque apporte en effet un appui institutionnel et une assistance technique en faveur de diverses organisations au niveau régional, en l'occurrence le secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe. Le soutien au secteur privé des pays de la région figure aussi dans le plan des actions promotrices de l'intégration régionale menée par la BAD. Il faut savoir que la facture de la non-intégration régionale en Afrique du Nord demeure bien lourde. Le manque à gagner pour la région est estimé à environ 2 à 3% de croissance. ●

ANALYSE DE LA SEMAINE

**ALGÉRIE**

Avec un total de 42 opérations menées par le groupe de la BAD dans ce pays depuis 1971, année de sa première intervention, le pays fait partie des priorités de l'institution panafricaine. Ces opérations ont concrètement porté sur 23 projets (dont un dans le secteur privé). La plupart de ces financements ont été débloqués par le guichet BAD (99,8%). Les opérations financées par le Fond africain de développement, ne représentent que 0,2%. Par secteurs, les infrastructures regroupent le gros des interventions (transports, eau et assainissement, énergie), soit 33% des approbations cumulées de la période 1971 à 2013. Les autres secteurs ayant bénéficié de l'appui de la banque incluent : le secteur financier (19%), l'agriculture-le développement rural (12%) et le social (4%) ainsi que le multisectoriel (29%). Il faut savoir que la BAD et l'Algérie ont désormais convenu de donner à leur coopération une nouvelle orientation basée sur l'assistance technique, le conseil, la formation, le renforcement des capacités, les études économiques et sectorielles ainsi que la promotion du secteur privé.

**ÉGYPTE**

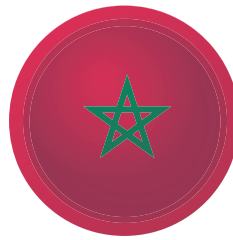
Depuis le démarrage de ses opérations de prêts en Égypte en 1974, le groupe de la BAD a approuvé 94 opérations, représentant un engagement total net de 3,761 milliards d'UC (estimation de décembre 2013). Ce montant

est constitué, à 94%, de prêts et dons de la BAD et à 6% de prêts et dons du FAD. Aucune nouvelle opération n'a été approuvée en 2013, sauf quatre dons. De 1974 à la fin de 2013, la banque a essentiellement appuyé des opérations dans le secteur de l'énergie, lesquelles représentent 49% de l'engagement net du portefeuille, suivi par le secteur financier, qui a reçu 27% des ressources. Le reste du portefeuille comprend des opérations du secteur social (7%) et des opérations multisectorielles (4%). Le secteur de l'agriculture et du développement rural a reçu près de 4% des ressources, tandis que les secteurs des transports, de l'industrie, des mines et des carrières ont obtenu 6% des financements. Enfin, le secteur de l'eau et l'assainissement représente 2% des engagements nets de la banque.

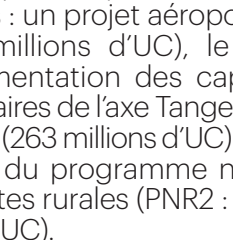
**LIBYE**

En dépit du fait qu'elle figure parmi les actionnaires majeurs de la banque, les interventions de cette dernière ont été très limitées sur les dernières années. Ceci est dû, selon la BAD, à l'environnement opérationnel restrictif en Libye avant la révolution de 2011, à la volonté limitée de l'ancien régime à engager un dialogue avec la banque, ainsi qu'aux besoins limités du pays d'emprunter en vue de financer le développement. En dépit de cette réticence, la banque a approuvé deux dons au titre du fonds PRI en faveur de la Libye, en 2009 et en 2010, dans les domaines de la promotion des exportations (0,48 million d'UC) et le développement des Petites et moyennes entreprises (0,58 million d'UC). La faiblesse des capacités institutionnelles des bénéficiaires en Libye a retardé le démarrage de la mise en œuvre de ces dons. Au lendemain de la

révolution de 2011, en mars 2013 plus précisément, un accord a été conclu entre le gouvernement libyen et la banque, annulant les dons existants pour se focaliser sur les défis auxquels fait face la Libye post-révolutionnaire.

**MAROC**

C'est l'un des principaux clients emprunteurs de la banque dans la région. Depuis le début de ses interventions en 1970, le groupe de la BAD a ainsi approuvé 141 opérations, représentant un engagement total de 6,36 milliards d'UC (9,86 milliards de dollars US), dont 99,1% représentent des prêts et dons de la BAD et 0,9% des prêts et dons du FAD. Ces interventions ont surtout concerné les secteurs des transports, ainsi que de l'eau et de l'assainissement, constituant 40% du total des engagements de la BAD. En 2013, les nouveaux engagements approuvés par la banque au Maroc ont représenté un total de plus de 231 millions d'euros. Pour le secteur des transports, en particulier, le portefeuille actif de la banque comprenait trois opérations : un projet aéroportuaire (205 millions d'UC), le projet d'augmentation des capacités ferroviaires de l'axe Tanger / Marrakech (263 millions d'UC) et la 2e phase du programme national de routes rurales (PNR2 : 38 millions d'UC).

**MAURITANIE**

Depuis le début de ses interventions dans le pays, la BAD a approuvé un total de 71 opérations,

pour un total de 512 millions d'UC, dont 45% de prêts sur le guichet BAD, 53% de prêts et dons du FAD et 2% de prêts et dons divers. En répartition sectorielle, les secteurs de l'industrie et de l'exploitation minière ont représenté 42% des approbations en Mauritanie. Le rapport de la BAD indique que la Mauritanie possède d'abondantes réserves minières et pétrolières : le secteur minier aurait contribué au tiers du PIB en 2012. En 2011 et 2012, la production de fer est passée de -2,7% à -0,9% ; celle du cuivre de -10,1% à -4,5% ; celle de l'or de +7,4% à 7,9%. Le secteur des infrastructures (eau, énergie et transports) est également parmi les plus investis par la BAD, avec 19,6%, suivi du secteur social (éducation, santé) avec 13%, le secteur agricole (11,5%) et enfin le secteur financier (3,8%).

**TUNISIE**

La Tunisie demeure parmi les 3 premiers clients de la banque. Pays à revenu intermédiaire, la Tunisie bénéficie essentiellement de ressources du guichet BAD pour le financement de ses projets et programmes de développement. Depuis le début de ses opérations en 1968, le groupe de la banque a approuvé 128 opérations sous forme de programmes de réforme, de projets, d'études économiques et sectorielles et d'appuis au renforcement des capacités, pour un montant cumulé d'engagements nets d'environ 4,843 milliards d'UC. La répartition de ces ressources montre une concentration des engagements de la banque dans le domaine des appuis aux réformes (27% du total), suivi respectivement du secteur financier (22%), des transports (21%), de l'agriculture (11%), des mines et industrie (9%), de l'énergie (7%) et du social (3%).

ACTUALITÉ

L'économie menacée par la fièvre Ebola

● En quelques mois, il a suffi d'un virus pour ébranler toute l'intégration régionale que la région ouest africaine a mis à construire des décennies durant : fermetures de frontières, limitation des déplacements des biens et des personnes, et contrôles sanitaires renforcés aux peu de postes frontières encore ouverts. L'épidémie tendrait-elle vers une crise économique ?

LE VIRUS POURRAIT COÛTER ENTRE 1 À 1,5 POINT DE PIB AUX PAYS TOUCHÉS PAR LE FLÉAU.



En plus de nombreuses difficultés d'ordre structurel, le continent fait face à la plus grande crise sanitaire de son histoire.

entre 1 et 1,5 point de PIB au Liberia, à la Sierra Leone et à la Guinée, trois pays déjà touchés, ainsi qu'à la Côte d'Ivoire», qui devrait surtout subir des effets non désirables des mesures de protection des frontières prises pas ses voisins. La banque met l'accent sur le fait que l'ensemble de ces économies viennent à peine de se relever de plusieurs crises politiques marquées par des récessions économiques. Les responsables de la BAD brandissent aussi d'autres conséquences immatérielles de cette situation, comme l'impact sur l'image du continent, la fuite des investissements ainsi que l'altération de la perception des investisseurs sur l'Afrique. Ces idées risqueraient en effet de ternir toute l'image émergente et dynamique que le continent est en train de se faire aux yeux du monde.

Standard & Poor's optimiste

Certaines agences de notation ne se sont pas fait prier pour apporter leur lecture de la situation qui prévaut en Afrique de l'Ouest. Chez Standard & Poor's, l'impact de la situation sanitaire sur les économies de la région est réel mais encore très peu perceptible. Selon cette agence, la prévalence du virus Ebola ne devrait effectivement pas avoir d'effets négatifs sur les notations des pays touchés. S&P joue ainsi la grande prudence quant à ses appréciations, préférant observer l'évolution de la maladie sur le court et moyen termes.

Avec le Sénégal qui vient d'enregistrer officiellement son premier cas du virus Ebola, ils sont aujourd'hui un total de six économies touchées par l'épidémie en Afrique de l'Ouest. Si aucune donnée exhaustive sur l'impact économique de l'épidémie n'est encore disponible, organismes internationaux et agences de notation sortent déjà les calculatrices. Ces pays partagent des frontières et entretiennent d'importantes relations de commerce et d'échange, aujourd'hui fortement perturbées. La semaine dernière, le FMI soulevait déjà ses craintes sur d'éventuelles retombées socio-économiques de la propagation rapide du virus Ebola dans la région ouest africaine. L'institu-

tion financière internationale parlait déjà de la perte de quelques points de croissance pour le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée, les premiers pays frappés par la maladie. L'organisme appréhende ainsi d'importants besoins en financement pour ces trois économies. En Guinée, en l'occurrence, une mission du FMI, menée en juin dernier, a déjà permis de remarquer l'impact du fléau sanitaire sur la dynamique économique de ce pays, parmi les plus pauvres du continent. «Les données préliminaires suggèrent que l'activité économique a été faible durant les cinq premiers mois de l'année 2014. Cela reflète l'impact de l'épidémie d'Ebola, mais aussi des déficits persistants de la production

d'électricité, et des lenteurs enregistrées dans la mise en œuvre des réformes structurelles», expliquait-t-on dans le communiqué de la fin de la mission des experts du FMI. Ces derniers considèrent que «l'apparition de l'épidémie d'Ebola, au début de l'année 2014, constitue un problème supplémentaire à court terme» auquel l'économie guinéenne devra faire face, comme si les troubles politiques ne suffisaient pas.

Fuite des investissements

La Banque africaine de développement (BAD) a également apporté ses chiffres pour exprimer l'impact économique de cette maladie dans les pays touchés. L'institution panafricaine vient d'estimer que le virus «pourrait coûter

L'aide financière se mobilise

Avec plus de 1.500 morts, selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé, la facture humaine et financière de l'épidémie engendrée par le virus Ebola ne cesse de s'alourdir. Sur le volet financier, justement, les aides s'enchaînent pour aider les pays touchés à atténuer l'impact économique de cette épidémie. Le FMI, par exemple, a indiqué que son institution étudie le déblocage d'une assistance financière supplémentaire au profit de la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. Il faut savoir que chacun de ces pays bénéficie déjà de programmes d'assistance du FMI dédiés aux pays à faibles revenus. La semaine dernière, la BAD et l'OMS signaient, à Abidjan, un protocole d'accord scellant une subvention de la banque d'un montant de 60 millions de dollars US. L'objectif est de renforcer les systèmes de santé publics de l'Afrique de l'Ouest pour contrer la crise de l'Ebola. L'OMS, pour sa part, a déjà annoncé un plan de lutte contre l'épidémie de 100 millions de dollars, là où la Banque mondiale a décidé de mobiliser 200 millions de dollars en urgence au profit des zones affectées.



HEERUN

GHURBURRUN

Consultant en investissement, trade et développement international, spécialiste de l'Afrique subsaharienne et de l'Océan Indien.

Le continent a choisi la bonne voie

Les ÉCO : Comment appréciez-vous l'évolution de l'environnement africain des affaires ?

Heerun Ghurburrin : Je suis convaincu que le continent africain est en train de prendre la bonne direction, notamment en termes de bonne gouvernance économique et d'amélioration de l'environnement des affaires. Dans le rapport «Doing Business 2013» de la Banque mondiale, nous retrouvons beaucoup d'économies africaines dans le club des grands pays réformateurs. Je pense donc que la tendance est déjà bien amorcée sur le continent. .

Il semble toutefois que ces efforts se soient développés à plusieurs vitesses, d'une région à une autre...

La plupart des économies francophones du continent, par exemple, ont un «héritage» d'une pratique administrative qui est un peu lourde alors que le système anglo-saxon est généralement plus pragmatique, beaucoup plus porté sur les affaires. Le fait d'apporter ces réformes était donc beaucoup plus simple pour les économies anglophones, comme le Burundi, l'Afrique du Sud ou encore le Ghana. Je pense

néanmoins qu'aujourd'hui, au-delà même de ces différences d'approche et de clivages linguistiques, tous les pays du continent ont compris l'importance d'améliorer de façon permanente leur climat des affaires. L'objectif est de rendre les choses plus faciles aux investisseurs, non seulement étrangers, mais surtout locaux. Ces derniers devraient en effet être les premiers bénéficiaires de ces améliorations. Cela est un aspect important sur lequel j'aimerais insister : améliorer le climat des affaires, c'est certes pour attirer les IDE, mais ces réformes doivent surtout et d'abord toucher les opérateurs économiques locaux et les inciter à prendre des risques. Le fait de faciliter les conditions de création d'entreprises par exemple, qui est un des indicateurs pris en compte par le Doing Business, aura ainsi des effets bénéfiques pour l'économie locale avant de profiter aux investisseurs étrangers. Les retombées sont tout à fait partagées et bénéficient aussi au tissu entrepreneurial tant local qu'étranger. Il faut de plus retenir que l'amélioration du cadre des affaires n'est qu'un facteur parmi d'autres. Il en existe bien d'autres portant sur les lois du travail, le niveau des infrastruc-

tures, la qualité et la disponibilité de la main d'œuvre, etc.

Que pensez-vous des BRICS ?

Nous avons souvent tendance à oublier que les relations économiques entre l'Afrique et la Chine, qui est le partenaire le plus important dans ce groupe de pays, ne datent pas d'hier. Si nous remontons un peu l'histoire, on se rend finalement compte que les Chinois se sont toujours intéressés au continent. On en parle peut-être un peu plus aujourd'hui parce que cette présence s'est considérablement développée sur la dernière décennie. Je pense que c'est un partenariat qui est durable. Il est basé sur une approche qui est bien différente de celle des traditionnels partenaires économiques du continent, notamment ceux de l'UE. Il ne faudrait cependant pas tomber dans le jeu des privilèges et des traitements de faveur des uns par rapport aux autres. Je crois que finalement ce qui est important pour le continent, ce sont les opportunités d'ouverture commerciale et de diversification. Il faudrait bien relativiser tout cela. Ce n'est pas parce que les pays émergents ont gagné en importance dans les affaires sur le continent, que les partenaires tradition-

nels comme l'Union européenne ou les Américains sont relégués au second plan. Les gouvernements africains ont désormais la latitude de choisir et de disposer de réelles alternatives dans l'établissement de partenariats qui leur semblent plus avantageux et correspondent aux intérêts économiques du continent africain. .

Le deal «infrastructures contre matières premières» est-il soutenable à terme pour l'Afrique ?

Il ne faut surtout pas se leurrer : les économies émergentes ont besoin de l'Afrique pour s'approvisionner en matières premières et soutenir leur développement économique. Les croissances de ces pays sont parmi les plus importantes du monde, il faut qu'ils puissent sécuriser leurs approvisionnements.

Au Maghreb, les pays membres du Conseil de coopération du Golfe en ont fait une terre d'investissements de gros capitaux. Qu'en pensez-vous ?

L'Afrique est un assez grand continent où se développent des affinités commerciales en fonction des blocs régionaux. C'est la raison pour laquelle, justement, nous constatons de plus en plus ces rapprochements entre l'Afrique du Nord et les économies du Golfe. C'est pour cela que je pense qu'il ne faut jamais négliger les aspects culturels dans les relations d'affaires avec le continent. La Chine fait cependant exception : son approche commerciale est beaucoup plus globale. .



L'Afrique doit se débarrasser des boulets qui plombent son développement.

Croyez-vous au concept de la «colocalisation» ?

Le Maroc peut effectivement présenter des avantages commerciaux aux industriels français. De plus, pour la plupart des opérateurs européens, le fait de développer des activités dans ce pays leur est beaucoup plus avantageux que de procéder à des délocalisations lointaines. Le concept de la colocalisation aura plus de facilité à se faire accepter dans le monde français des affaires. Cela, surtout lorsqu'on connaît leur intérêt pour le continent africain. ●

LE MARCHÉ DE LA SEMAINE

EN PARTENARIAT AVEC 

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE MAROC ET LA NAMIBIE (EN MILLIERS DE DH)

	2009	2010	2011	2012	ÉVOL. MOY. 09/12	JAN. DÉC. 12	JAN. DÉC. 13	ÉVOL. 13/12
Importations	195	28	1284	631	1449,7%	631	546	-13,47%
Part dans les importations globales(%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Exportations	81196	59158	36233	69209	8,37%	69209	92677	33,91%
Part dans les exportations globales(%)	0	0	0	0	-	0	0	-
Solde	81001	59130	34950	68578	9,44%	68578	92131	34,34%
Taux de couverture(%)	41702	208420	2823	10973	-	10973	16984	-

SOURCE : OFFICE DES CHANGES

FICHE PAYS
NAMIBIE

Taille

2,1 millions de consommateurs potentiels

Monnaie

Dollar Namibien

PIB

12,2 milliards de dollars US

Croissance PIB

4% en 2014, 4,4% en 2013, 5% en 2012

Région économique :

Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)

Doing Business 2014 :

98° mondial sur 185 pays (94° du DB 2013)

Namibie, la croissance lève le pied

● La dynamique économique du pays est au ralenti avec une croissance de 4% attendue à fin 2014. Les indicateurs macroéconomiques du pays laissent entrevoir une situation assez maîtrisée. L'inflation devrait rester légèrement supérieure à la cible de la Banque centrale (6%) en 2014.

Le ralentissement de la dynamique économique se confirme en 2014 dans cette petite économie d'Afrique australe. Avec un taux de 5% en 2012 et 4,4% en 2013, la croissance namibienne devrait retomber à 4% l'année en cours, selon les dernières actualisations de l'assureur-crédit Coface. «La demande interne restera porteuse grâce à la progression du crédit aux entreprises qui favorisera l'investissement du secteur privé», indiquent les experts de l'organisme. Pour ces derniers, l'investissement public demeure toujours soutenu par le plan de développement national, conçu autour de quatre principaux secteurs d'activité que sont l'agriculture, le tourisme, les transports et la construction immobilière. Ce dernier secteur, en particulier, devrait bénéficier de différents projets miniers ainsi que du développement de l'exploration de gaz dans



le champ off-shore de Kudu. Toutefois, le secteur minier, qui contribue à plus de 10% du PIB, mais n'emploie que 3% de la population active, ne devrait pas être au rendez-vous de la croissance. La hausse de la production de diamants, notamment grâce à l'exploitation des mines en mer, ne devrait pas compenser le ralentissement de celle

d'uranium. L'évolution défavorable du cours de cette matière première, accompagnée par une demande encore assez faible sur les marchés extérieurs, limiteront la contribution des exportations à la croissance.

Indicateurs au vert

Les indicateurs macroécono-

● ● ●
La faible croissance qui caractérise l'Afrique du Sud, premier partenaire commercial de la Namibie, ne favorisera pas la progression des exportations en 2014.

miques du pays laissent entrevoir une situation assez maîtrisée. L'inflation, par exemple, devrait rester légèrement supérieure à la cible de la Banque centrale (6%) en 2014. La pression se maintient toutefois sur le niveau des prix de l'énergie mais aussi des biens alimentaires, dont plus de 70% sont fournis à la Namibie par l'Afrique du Sud. Par ailleurs, sur le volet des échanges commerciaux, «le déficit courant continue à se creuser en raison de l'augmentation des importations de biens d'équipements nécessaires au développement des infrastructures des secteurs minier et gazier», selon les actualisations de Coface. La faible croissance qui caractérise l'Afrique du Sud, premier partenaire commercial de la Namibie, ne favorisera pas la progression des exportations en 2014. Les recettes du tourisme ne compenseront pas l'augmentation des coûts de fret et le rapatriement des bénéfices des compagnies minières. Le pays pourra cependant continuer à compter sur les investissements étrangers (principalement sud-africains) pour financer son déficit.

Risque pays



CONTEXTE POLITIQUE STABLE ET BONNES PERFORMANCES EN TERMES DE GOUVERNANCE

La Swapo, au pouvoir depuis l'indépendance en 1990, domine la scène politique. Hage Geingob a été réélu à la vice-présidence du parti fin novembre 2012, ce qui lui confère automatiquement le statut de candidat aux élections présidentielles qui auront lieu en novembre 2014. L'actuel président, Hifikepunye Pohamba ne pourra pas, en application de la Constitution, briguer un troisième mandat et la victoire de H. Geingob, nommé, premier ministre en décembre 2012, semble assurée. L'opposition est divisée, mais la Swapo fait face à des divisions internes, notamment avec l'émergence d'une aile plus radicale (Ligue des jeunes) qui demeure toutefois minoritaire. Les mesures en faveur de l'éducation, des dépenses sociales et de l'emploi devraient continuer à apaiser les tensions sociales, bien que les progrès en matière de lutte contre la pauvreté, les inégalités et le chômage restent lents.



BILLET

Thierry Ekouti,

Dir. pub - Le Quotidien de l'Économie (Cameroun)

Sécurité sociale pour tous

Le gouvernement camerounais a signé à la mi-août un texte donnant désormais la possibilité aux travailleurs du secteur informel et à ceux de certaines professions libérales de s'affilier individuellement à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS). Selon les statistiques officielles, si le taux de chômage est de 13%, le taux de sous-emploi, lui, dépasse les 70%. Par sous-emploi, il s'agit de gens qui gonflent les rangs du secteur informel à travers le petit commerce, le transport public par moto-taxis, etc. Résultat des courses : en 2010, Robert Nkili, alors ministre du Travail et de la sécurité sociale, indiquait que moins de 10% de la population bénéficiaient de la sécurité sociale. Donc, ce décret vient remettre de l'ordre en corrigeant, ou mieux, en complétant la loi de 1984 qui fait obligation à toute personne physique relevant du code du travail de s'affilier à la CNPS. Ignorant de ce fait les personnes travaillant à leur propre compte, les avocats, les notaires, etc. Désormais, «ces assurés volontaires» feront partie du portefeuille de la CNPS qui pourra ainsi assurer une plus large couverture de la population active. Toutefois, cette institution affiche une impuissance quant à la maîtrise du secteur formel. Ainsi, les entreprises qui collectent les cotisations sociales de leurs employés sans pour autant les reverser ont pignon sur rue et restent impunies. Alors, comment compte-t-elle procéder pour contraindre ses assurés du secteur informel à cotiser régulièrement ? Telle est la grande question de l'heure. Sans une réponse appropriée, on ne serait pas sorti de l'auberge.

L'industrie extractive à l'épreuve de la transparence

● La société civile constate que l'exploitation des ressources du sous-sol camerounais ne profite pas aux populations. Malgré l'admission du pays, depuis 2013, à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE).

Les problèmes recensés par les organisations de la société civile en matière de transparence dans les industries extractives au Cameroun sont frappants. «Le premier problème est que toutes les ressources qu'elles extraient sont épuisables, non renouvelables. Deuxièmement, elles génèrent beaucoup de revenus. Dans le contexte du Cameroun, le pétrole, à lui seul, contribue à près de 25% au budget de l'État, ce qui est assez significatif. Et à côté des recettes générées par ces ressources, il y a d'autres bénéfices qu'on devrait tirer de l'exploitation. À savoir la création des emplois, le développement des économies locales, etc. D'où le troisième problème, justement. C'est-à-dire qu'on constate que dans nombre de pays, dont le Cameroun, les recettes issues des ressources naturelles ne contribuent pas à l'amélioration des conditions de vie des populations, ni au développement durable», énumère Evelyne Tsague, coordonnatrice pour l'Afrique francophone de Nature Resources Governance Institute. À en croire cette dernière citée par le quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, il y a beaucoup de mauvaise gestion à tous les niveaux de la chaîne de décision dans ce secteur ; en amont à partir des questions légales et en aval sur des questions de distribution. «L'autre défi se situe au niveau des contrats. La plupart sont déséquilibrés en défaveur des États», dit-elle. Ces constats justifient la conférence organisée les 23 et 24 août derniers à Yaoundé sur le thème: «Les initiatives de surveillance de la gouvernance des industries extractives en Afrique francophone: bilan et perspectives». L'objectif global étant de redoubler de vigilance et de formuler un plaidoyer en vue d'une plus grande transparence dans la gestion des ressources produites par les industries extractives. À cette occasion, la société civile a regretté l'opacité qu'il y a autour de la signature des contrats miniers au



SOUVENT, LES CONTRATS D'EXPLOITATION NE SONT PAS RENDUS PUBLICS.


Au Cameroun, le pétrole contribue à hauteur de 25% au budget de l'État.

Cameroun. «Ces contrats ne sont pas rendus publics, le contexte des négociations n'est pas connu. Le suivi est donc difficile pour nous», a-t-elle regretté. Cette interpellation survient dans un double contexte. Le premier, c'est qu'il y a environ un an, le 17 octobre 2013, le Cameroun était admis,

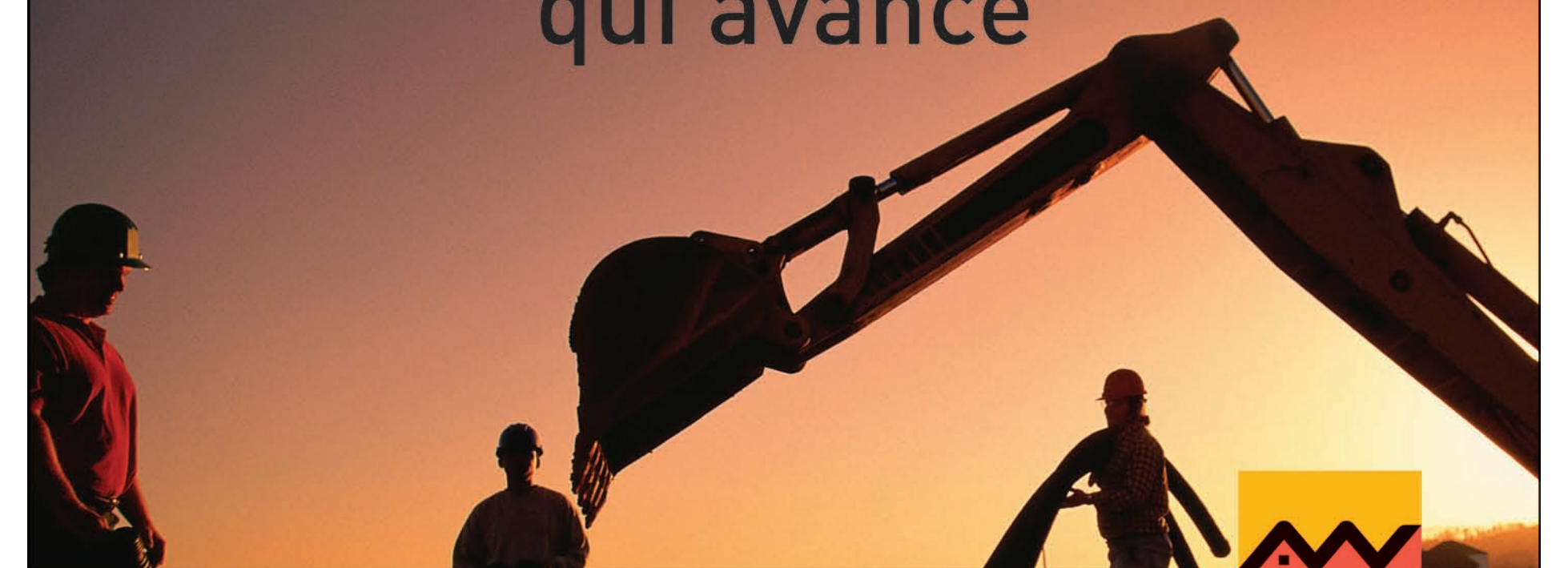
après plusieurs tentatives malheureuses, à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Ce jour-là, Alamine Ousmane Mey (ministre des Finances et président du comité de suivi et de mise en œuvre de l'ITIE) avait affirmé que «l'octroi du statut de pays conforme est la reconnaissance du respect par notre pays des règles de l'ITIE. Ces règles constituent aujourd'hui une norme mondialement reconnue en matière de

transparence et de gouvernance du secteur extractif.» Le second contexte est que le pétrole était, jusqu'en 2011, la seule ressource extraite en quantité significative du sous-sol camerounais. Le gaz a fait son entrée entre-temps et ses recettes ne peuvent être vraiment comptabilisées qu'en fin 2014. Pour les autres minerais, leur exploitation est encore en préparation. C'est le cas du fer de Mbalam-Nabeba, situé dans le sud-est du pays, de part et d'autre de la frontière avec la République du Congo. La mine qui doit être exploitée par les filiales camerounaises et congolaises de l'entreprise australienne Sundance Resources va nécessiter la construction d'une ligne de chemin de fer de 510 km pour permettre l'acheminement du minerai jusqu'au tout nouveau port en eaux profondes de Kribi, sur la côte atlantique camerounaise. Si l'exploitation proprement dite du minerai est prévue pour commencer en 2019, les experts en font déjà l'un des projets les plus ambitieux du continent. Avec sa capacité de 35.000 tonnes par an pendant 10 ans.

PAR JULIEN CHONGWANG
Le Quotidien de l'Économie -
Douala - Cameroun



Au service de l'Afrique qui avance



L'Afrique est riche. Riche de sa jeunesse et de son énergie. Riche de son ambition et de sa créativité. Nous croyons en cette richesse. Nous croyons en une Afrique entreprenante où l'initiative et l'innovation sont encouragées. Nous croyons en une Afrique solidaire où le dialogue et le partage d'expérience sont une source d'enrichissement mutuel. Nous croyons en une Afrique compétitive qui prenne la place qui lui revient dans le monde et dans l'avenir.

Groupe Attijariwafa bank. Au service de l'Afrique qui avance.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank